

Budget—M. Philbrook

ainsi au cours des cinq années que j'ai passées dans l'industrie pharmaceutique. Ainsi donc, les entreprises s'attendent à ce que le gouvernement aussi fasse preuve de modération et soit productif, comme doivent le faire les entreprises elles-mêmes.

En dépit de toutes leurs préoccupations et de la nécessité de mettre de l'ordre dans leurs affaires, les entreprises canadiennes sont essentiellement fortes. Toutefois, les entreprises surtout les petites, se plaignent d'avoir du mal à planifier pour l'avenir à cause des nouvelles lois et des diverses mesures gouvernementales. C'est pourquoi le gouvernement et les entreprises doivent s'efforcer de plus en plus de se comprendre, de travailler de concert dans l'intérêt des Canadiens et de réduire leurs différends.

Il faut que les entreprises puissent facilement accéder à nos marchés financiers et du travail, qu'elles soient exemptées d'une paperasserie excessive, qu'elles puissent réaliser des bénéfices raisonnables et bénéficier de taux d'impôt suffisamment avantageux pour leur permettre d'investir à l'avenir. Je pense en particulier aux industries extractives. Actuellement, leur confiance est à la baisse, tout comme leurs bénéfices, leur situation financière et leur production mais les faillites, elles, sont en hausse. Cependant, il faut que ces entreprises comprennent qu'elles doivent mieux s'organiser, être mieux harmonisées avec les objectifs politiques et la pensée sociale. Elles doivent être compétitives, améliorer leur image publique et faire de leur mieux pour accroître leurs ventes à l'étranger.

Quant aux relations de ces entreprises avec le gouvernement, il va sans dire que tout le monde a tendance à protéger ses propres intérêts, les entreprises ne faisant pas exception à cette règle. Personne ne s'étonne d'entendre proposer davantage pour elles et moins pour le gouvernement, surtout à un moment de ralentissement de l'économie.

Plusieurs bonnes suggestions quant à la façon d'aider le monde des affaires nous ont été faites par la Fédération canadienne des compagnies indépendantes par l'intermédiaire de son énergique président, M. John Bullock. Il propose notamment un programme à long terme pour créer une industrie de fabrication secondaire, très forte et vraiment canadienne, qui soit concurrentielle à l'échelle internationale. Il propose également un programme graduel de réductions tarifaires, une politique juste en matière d'imposition et de profits, de meilleurs stimulants fiscaux à l'intention des petites entreprises, la liberté de transférer une entreprise sans pénalité grave, un contrôle plus efficace de la mainmise étrangère et l'accroissement des débouchés pour les entreprises canadiennes grâce à des achats sélectifs par les gouvernements canadiens. Nous devrions écouter les suggestions que nous font nos hommes d'affaires canadiens.

D'autre part, le gouvernement doit faire sa part en faisant preuve de modération dans certains domaines importants, par exemple en évitant d'instaurer de nouveaux programmes gouvernementaux trop coûteux, en limitant la masse salariale de la Fonction publique et, de façon générale, en permettant que le secteur privé conserve suffisamment de fonds pour faire les dépenses d'immobilisations voulues pour créer des emplois et favoriser une relance économique générale.

Sur le plan financier, nos hommes d'affaires et nos économistes voudraient qu'on contrôle dorénavant soigneusement la masse monétaire; elle doit être suffisante pour permettre la croissance économique, mais il faut prendre des décisions politiques réfléchies pour éviter de

trop l'accroître, ce qui aggraverait l'inflation. C'est plus facile à dire qu'à faire. Il faut en effet soutenir l'entreprise privée et distribuer nos fonds avec précaution pour pouvoir bâtir une économie saine dans un système de libre entreprise. Tel est notre système et nous devons nous y adapter. C'est dans l'intérêt non seulement de l'homme d'affaires, mais aussi du travailleur, du contribuable, du consommateur et même du gouvernement. Une économie saine à l'abri de l'inflation et de la récession devrait sans doute améliorer les relations syndicales-patronales et nous apporter la paix industrielle.

En ce qui concerne la main-d'œuvre, le rôle qu'elle joue dans la société est une question très délicate, surtout pour bon nombre d'entre nous qui ont grandi lors de la grande crise des années 30 et ont ressenti personnellement le drame du chômage prolongé, de la pauvreté et la perte de tout sens de la dignité. Ce drame a laissé de profondes cicatrices sociales et a changé notre vie à tous.

Mais le monde ouvrier a fait beaucoup de chemin depuis, et même s'il a ses préoccupations légitimes, le public, tel que je le comprends, commence à trouver qu'il est peut-être allé trop loin, qu'il contrôle même la société, que trop souvent il l'a à sa merci. De plus en plus, les gens se plaignent des grèves, surtout des grèves dans les services publics, et ils aimeraient voir d'autres formules remplacer les grèves dans les négociations collectives. Ils se plaignent du bouleversement des services, des absences au travail, des inconvénients et des pertes économiques qui en résultent. Ils tiennent à ce que les postes et les transports respectent leurs horaires.

Bien des gens veulent maintenant que les services essentiels comprennent plus que la sécurité personnelle; ils veulent y inclure tous les services publics, tout ce qui touche l'économie, surtout dans le climat d'incertitude économique ici et à l'étranger. L'opinion publique s'est durcie envers les syndicats ouvriers au point où bien des Canadiens, y compris l'auguste organisation de la Chambre de commerce du Canada, veulent que l'inflation, l'économie et les prix de revient soient maîtrisés, même au prix d'un taux de chômage plus élevé.

Dieu nous garde de jeter délibérément au chômage certains de nos concitoyens, sous le prétexte de redresser l'économie au profit des autres citoyens, surtout lorsqu'on parle d'éthique du travail, de prétendus abus de l'assurance-chômage et de l'effet des grèves. Pour ma part, j'estime que tous ceux qui peuvent travailler devraient occuper les emplois les plus intéressants, ceux qui procurent le plus de joie. Le travail est plus qu'un gagne-pain, c'est ce qui fait la dignité de la vie. C'est là l'une des raisons pour lesquelles certains d'entre nous demandent un budget qui stimule l'économie tout en combattant l'inflation. Il faut rester au travail et produire. Il nous incombe d'être raisonnables dans nos revendications, d'avoir le moins de grèves et de licenciements possible.

Vu le peu de temps à ma disposition, je ne parlerai pas du logement. Aussi urgente et importante qu'une intervention à cet égard puisse paraître, il ne faut pas perdre de vue les objectifs à long terme et les effets à long terme de notre action sur ce plan.

En fait, ce ne sont pas les signes encourageants qui manquent actuellement sur les plans social et économique. Don McGillivray, journaliste d'un optimisme à toute épreuve qui écrit dans le *Citizen* d'Ottawa, en citait 16 récemment. Il en existe beaucoup d'autres. Mais passons pour l'instant.

De façon générale, et pour résumer la situation économique, voici ce que j'entends dire à ce sujet, et principale-